



Déclaration liminaire

**Éducation
monde**

F3SCT

Séance du 17 décembre 2025

Madame la directrice générale,

Mesdames et messieurs les membres de la formation spécialisée,

Tout d'abord nous souhaitons saluer les conditions dans lesquelles s'est fait le déménagement dans les nouveaux locaux, ainsi que l'installation des personnels dans leur nouveau lieu de travail. Les retours des agents sont globalement positifs, même s'il y a encore des ajustements à faire. Les agents s'approprient leur espace de travail et prennent leurs marques.

D'autres sujets ont bien avancé : l'instauration du dispositif de signalement, la mise à jour du plan égalité et sa publication tant attendue sur le site de l'agence, la réalisation du plan RPS et les actions en cours, ainsi que l'existence prochaine d'un règlement intérieur pour les CHSCT locales. Ce sont là des progrès qui permettent d'améliorer les conditions de travail des personnels.

Mais ces avancées ne suffisent pas à calmer les inquiétudes et la colère de nombreux agents.

Tout d'abord, la PSC. Elle était attendue et devait être un progrès social qui permettrait à tous d'être couverts en cas de maladie. Aujourd'hui, nous avons l'impression « d'avoir été mené en bateau » : le coût pour les agents est plus important que précédemment, notamment pour les ayants droits et les remboursements semblent ne pas couvrir tous les frais, surtout dans les pays où les coûts de santé sont très élevés. Après cette première déception, les récents documents envoyés pour la préparation du conseil d'administration ont provoqué un choc !

En effet, si nos calculs sont justes, nous avons désormais le sentiment d'avoir été trahis.

Ainsi, dans ces documents, la mise en place de la protection sociale complémentaire (PSC) au 1er janvier 2026 entraînera un coût de plus de 4,97 M€ et l'enveloppe de l'ISVL diminuera de 4,5 M€. L'amélioration sociale présentée par l'administration est en réalité un transfert de charges : les résidents et D3 auront comme soutien de l'état la somme qu'on leur retirera de leur ISVL, abondant au passage les D1 et D2. L'arnaque se double d'un racket !

On nous fait donc payer notre propre protection sociale en finançant en prime la PSC des D1 et des D2 ! C'est insupportable et inacceptable.



Éducation monde

Les fins d'année sont certes toujours difficiles, très chargées, et bien souvent, le début d'une nouvelle année est alors synonyme d'espoirs, de renouveaux. Il en est tout autrement pour cette fin de 2025 pour les personnels de l'AEFE, qu'ils soient dans les services centraux ou dans le réseau. L'anxiété domine, et nous attendons tous les décisions qui arriveront demain en appréhendant les conséquences qu'elles auront pour 2026 et les années à venir.

En effet, même si des efforts ont été faits en matière de santé, de sécurité et conditions de travail, ceux-ci semblent bien précaires et fragiles face aux changements à venir : fermeture de postes, blocage sur la limitation du temps de détachement sans réel aide au retour, diminution probable de l'ISVL, absence de discussion sur l'avenir des majorations familiales

Alors nous ne nous souhaiterons pas une bonne année 2026, car nous savons déjà qu'elle ne le sera pas. Néanmoins, nous appelons de nos vœux que la mise en œuvre des futures décisions budgétaires préserve au mieux le travail engagé pour l'amélioration de la santé, la sécurité et les conditions de travail de tous les personnels, qu'ils soient dans les services centraux ou dans le réseau . Et surtout que cela se fasse avec un vrai dialogue social pour que les organisations syndicales puissent faire leur travail et donner leur avis.